

2. ÉTAT DE SANTÉ

2.1 Souffrez-vous présentement d'une dépendance physique ou psychologique vis-à-vis l'alcool, le jeu ou une drogue obtenue sur ordonnance ou autrement?

- Non
- Oui, dans ce cas, vous devez fournir une description générale de cette dépendance et des impacts découlant de celle-ci. *Pour ce faire, veuillez utiliser une autre feuille.*

2.2 En vous fondant sur votre historique personnel, votre situation actuelle ou toute opinion ou tout avis professionnel que vous avez reçu, avez-vous présentement une condition qui est raisonnablement susceptible d'affecter votre capacité à exercer la profession d'avocat?

- Non
- Oui, dans ce cas, vous devez fournir une description générale de cette condition et des impacts découlant de celle-ci. *Pour ce faire, veuillez utiliser une autre feuille.*

3. ORDRES PROFESSIONNELS

3.1 Êtes-vous présentement ou avez-vous déjà été membre d'un autre ordre professionnel ou d'un organisme équivalent hors du Québec ?

- Non
- Oui, lequel/lesquels : Chambre des notaires du Québec # membre : _____
- Autres, # membre : _____
- précisez lequel/lesquels : _____
- Adresse (s) : _____
- _____

3.2 Si vous avez répondu oui à la question précédente, avez-vous fait l'objet d'une sanction disciplinaire ou de toute autre mesure administrative de cet ordre ?

- Non
- Oui, Quand : _____
- Pour quel(s) motif(s) : _____
- (Vous devez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents)*

3.3 Si vous avez répondu oui à la question 3.1 devez-vous présentement quelque somme d'argent que ce soit à cet ordre ?

- Non
- Oui, Montant : _____
- Date à laquelle la dette a été contractée : _____
- (Vous devez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents)*

3.4 Si vous avez répondu oui à la question 3.1, faites-vous présentement l'objet d'une enquête de quelque nature que ce soit de cet ordre ?

Non

Oui, Nature de l'enquête : _____

Depuis quand : _____

3.5 Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus ou d'une sanction de l'École du Barreau, de l'ordre professionnel du Barreau du Québec, de tout autre ordre professionnel ou de tout autre organisme administratif, au Québec ou à l'extérieur du Québec ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents pour chaque événement.

4. DOSSIERS DISCIPLINAIRES

4.1 Avez-vous déjà été condamné par un Comité de discipline suite à une plainte disciplinaire (plainte déposée devant un Comité de discipline d'un ordre professionnel) ?

Non

Oui, dans ce cas, quelle était la nature de la décision et de la sanction. _____

(veuillez en joindre copie(s))

4.2 Faites-vous présentement l'objet d'une plainte disciplinaire ?

Non

Oui, pour quel motif(s) : _____

5. DOSSIERS JUDICIAIRES

5.1 Avez-vous déjà été déclaré coupable, **au Canada**, d'un ou de plusieurs actes criminels ou d'une ou de plusieurs infractions punissables sur déclaration sommaire en vertu du *Code criminel* ou de toute autre loi applicable ?

Non

Oui, En ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants : _____

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

e) Verdict : _____

f) Sentence : _____

(veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle)

g) Vous devez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

- Dénonciation ou acte d'accusation
- Jugement ou procès-verbal de la décision
- Toute la preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve
- Rapport présentiel ou prédécisionnel

5.2 Avez-vous déjà été déclaré coupable, à l'étranger, d'un ou plusieurs actes criminels ou infractions, qui, s'il(s) avait(ent) été commis au Canada, aurait(ent) pu faire l'objet de poursuite par acte criminel ou par déclaration sommaire de culpabilité?

Non

Oui, En ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____

d) Numéro de dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

f) Verdict : _____

g) Sentence : _____

(veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle)

h) Vous devez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

- Dénonciation ou acte d'accusation
- Jugement ou procès-verbal de la décision
- Toute la preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve
- Rapport présentiel ou prédécisionnel

5.3 Relativement à la condamnation dont vous avez fait état ci-haut, avez-vous présenté une demande de réhabilitation (article 3 de la *Loi sur le casier judiciaire*, L.R.C. (1985), ch. C-47) ou son équivalent dans le pays où est intervenu la déclaration de culpabilité?

Non

Oui, Si vous avez répondu oui à cette question, votre demande de réhabilitation :

- est en cours d'étude
- a été refusée
- a été révoquée
- a été acceptée

(Vous devez joindre copie conforme des documents pertinents à votre demande)

5.4 Relativement à la condamnation mentionnée ci-haut, avez-vous présenté une demande de clémence royale (article 748 (1) du *Code criminel*, L.R.C. (1985), ch. C-46) ou son équivalent dans le pays où est intervenu la déclaration de culpabilité ?

- Non**
- Oui**, Si vous avez répondu oui, votre demande de clémence royale :
- est en cours d'étude
 - a été refusée
 - a été accordée conditionnellement

(Vous devez joindre copie conforme des documents pertinents à votre demande)

5.5 À l'exception d'une infraction liée au *Code de la sécurité routière*, avez-vous été déclaré coupable, **au Canada**, d'une ou de plusieurs infractions pénales en vertu d'une loi provinciale ou fédérale ?

PRÉCISION :

Cette question ne concerne pas les règlements municipaux adoptés en vertu de la Loi sur les cités et villes, du Code municipal, de la Charte de ville, de la Loi sur les communautés urbaines et d'autres lois connexes (exemple : billet de stationnement, infraction relative au tabagisme)

- Non**
- Oui**, dans ce cas, vous devez fournir les renseignements suivants :

- a) Province : _____
- b) District judiciaire : _____
- c) Numéro de dossier : _____
- d) Objet de l'accusation : _____
- e) Verdict : _____
- f) Sentence : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

- le jugement ou le procès-verbal de la décision
- le constat d'infraction ou la dénonciation

5.6 Avez-vous fait ou faites-vous actuellement l'objet d'une ou de plusieurs poursuites criminelles ou pénales **au Canada** ?

- Non**
- Oui**, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

- a) Province : _____
- b) District judiciaire : _____
- c) Numéro de dossier : _____
- d) Objet de l'accusation : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

- la dénonciation ou l'acte d'accusation
- toute preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve
- le rapport présentiel ou prédécisionnel

5.7 Avez-vous fait ou faites-vous actuellement l'objet d'une ou plusieurs poursuites, à l'étranger, pour un ou des actes criminels ou infractions qui, s'il(s) avait(ent) été commis au Canada aurait(ent) pu faire l'objet de poursuite par acte criminel ou par déclaration sommaire de culpabilité ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____

d) Numéro de dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

la dénonciation ou l'acte d'accusation

toute preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve

le rapport présentenciel ou prédécisionnel

5.8 Outre les demandes de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, avez-vous fait ou faites-vous présentement l'objet d'une poursuite de nature civile ou toute autre réclamation en vertu d'une loi provinciale ou fédérale ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de la poursuite : _____

5.9 Existe-t-il contre vous, un ou plusieurs jugements inexécutés en matière matrimoniale, civile ou pénale ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de la poursuite : _____

5.10 Avez-vous déjà été déclaré coupable d'outrage au tribunal ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de l'ordonnance : _____

5.11 Faites-vous ou avez-vous fait l'objet d'une suspension, d'une révocation ou d'un refus d'émission d'un permis (y compris un permis de conduire) ou d'une suspension du droit d'obtenir un permis (y compris un permis de conduire), soit au Québec, ailleurs au Canada ou à l'étranger ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) Objet du permis : _____

d) Nom de l'organisme décisionnel : _____

e) Nature de la décision : _____

f) Date de la décision : _____

6. FAILLITE

6.1 Avez-vous fait une cession de vos biens ou été mis en faillite depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre du Barreau du Québec ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez joindre l'avis de cessions de biens ou l'ordonnance de séquestre rendue contre vous, les bilans ou états financiers relatifs à votre faillite ainsi que, le cas échéant, le rapport du syndic de faillite et le jugement de libération.

6.2 Avez-vous déjà fait ou été l'objet d'une proposition concordataire (de régime général ou de consommateur) ou êtes-vous soumis aux prescriptions des articles 664 et suivants du *Code de procédure civile* (dépôt volontaire) ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents.

6.3 Avez-vous été administrateur ou dirigeant d'une compagnie qui a déjà fait une cession de ses biens ou qui a été mise en faillite ou qui a fait une proposition concordataire ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents pour chaque événement.

7. RÉGIME DE PROTECTION (Article 69.1 L.B.)

7.1 Depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre du Barreau du Québec, avez-vous fait l'objet d'une tutelle ou curatelle ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez joindre une copie du jugement.

8. RETRAIT DU TABLEAU DE L'ORDRE

8.1 Veuillez nous indiquer la date et les motifs qui ont amené votre retrait du Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau du Québec.

9. FORMATION ACADÉMIQUE

9.1 Veuillez inscrire, par ordre chronologique, les diplômes obtenus et le nom des institutions les ayant décernés.

(Si l'espace alloué est insuffisant, vous pouvez joindre votre curriculum vitae en annexe)

ANNÉE	DIPLÔME	INSTITUTION

10. RÉFORME DU CODE CIVIL

PRÉCISION :

Il est obligatoire d'avoir suivi les cours de formation relativement à la Réforme du Code civil du Québec pour être réinscrit au Tableau de l'ordre des avocats.

10.1 Pour tous les membres ou anciens membres de la magistrature du Québec, avez-vous suivi les cours de formation pour les juges sur la Réforme du Code civil du Québec ?

Non Oui

10.2 Pour tous les autres requérants (excluant les membres ou anciens membres de la magistrature du Québec), avez-vous **cessé d'être inscrit** au Tableau de l'Ordre des avocats **avant le 1^{er} janvier 1994** ?

Non

Oui, Dans ce cas, avez-vous suivi les cours relatifs à la Réforme du Code civil du Québec prévu par le *Règlement sur les cours de formation continue obligatoire des avocats relativement à la Réforme du Code civil du Québec* ?

Non

Oui, veuillez joindre à votre demande **L'ATTESTATION ÉMISE PAR LE BARREAU DU QUÉBEC** à l'effet que vous avez suivi le programme.

13. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

13.1 Avez-vous déjà présenté une requête en réinscription qui a été refusée par le Barreau du Québec ?

Non

Oui, dans ce cas, veuillez nous fournir copie de la décision à cet effet.

13.2 Devez-vous des sommes au Barreau du Québec
(fonds d'indemnisation, discipline, arbitrage, fonds d'assurance responsabilité ou autres) ?

Non

Oui, dans ce cas, - quel(s) montant(s) : _____

- pour quel(s) motif(s) : _____

PRÉCISION :

Toute personne devant des sommes au Barreau du Québec et présentant une requête en vertu des articles 48, 67, 70, 72 ou 122 de la Loi sur le Barreau, doit avoir acquitté celles-ci et ce, avant que le secrétaire du Comité des requêtes puisse mettre au rôle la requête.

13.3 Motif(s) de votre demande :

13.4 a) Domaine(s) du droit dans le(s)quel(s) vous entendez exercer :

b) À quelle date entendez vous reprendre l'exercice de la profession :

13.5 Encadrement professionnel dans lequel vous entendez exercer :

a) Pratique privée :

- seul et emploie un /des avocat(s)
- Seul
- Salarié
- associé dans une « société de dépenses »
- associé nominal
- associé en nom collectif

b) Pratique au sein d'un organisme du secteur public ou para-public

c) Pratique à l'emploi d'une entreprise, compagnie ou coopérative «privée»

d) Autre (précisez) : _____

13.6 Votre adresse d'affaires est-elle située à l'extérieur du Québec ?

Non, Votre section de réinscription est déterminée automatiquement par l'adresse de votre place d'affaires, ou à défaut, par votre adresse résidentielle. (Voir annexe I)

SECTION DE : _____

Oui, Vous avez le choix de votre section de réinscription. Veuillez nous indiquer celle où vous entendez exercer. (Voir annexe I)

SECTION DE : _____

13.7 Si vous avez reçu une offre d'emploi ferme, veuillez en fournir les détails et joindre les documents pertinents :

13.8 Avez-vous un titre honorifique ? (c.r. ou autres)

Non

Oui, Lequel : _____

(Veuillez joindre copie du document qui atteste de votre titre.)

13.9 Autres :

Veuillez nous indiquer tout autre renseignement pertinent.

AFFIRMATION SOLENNELLE

Je, soussigné _____
Prénom Nom

domicilié au : _____

_____ Code postal : _____

déclare ce qui suit :

1. Je suis le requérant dans la présente requête en réinscription;
2. Tous les renseignements y contenus sont vrais;
3. En vertu de l'article 70 (1) de la *Loi sur le Barreau*, j'inclus avec ma requête en réinscription le montant **des cotisations exigibles pour l'année courante** de ma section de réinscription (veuillez vous référer à l'annexe I) et je comprends que si ma réinscription au Tableau de l'Ordre des avocats ne se concrétise pas (pour rejet, désistement ou autres), ce montant me sera remboursé;
4. En conformité avec la résolution 81.5 adoptée par le Comité administratif, j'inclus également le paiement de **1 034,78 \$** (TPS 45 \$ + TVQ 89,78 \$ comprises) **frais d'ouverture** de mon dossier et je comprends que ces **frais sont non remboursables**.
5. Si une audition devant le Comité des requêtes s'avère nécessaire, je m'engage à transmettre la somme additionnelle de **402,41 \$** (TPS 17,50 \$ + TVQ 34,91 \$ comprises).
6. Je transmets l'**original** de ma requête en réinscription **dûment signée et assermentée PAR COURRIER** avec les documents requis et **paiements encaissables au dépôt de la requête**, soit par :
 carte de crédit « en complétant le coupon d'autorisation, p. 12 » (N.B. Les paiements seront prélevés séparément)

OU

- 2 chèques séparés ou mandats faits à l'ordre du Barreau du Québec :**
(1^{er}) **des frais d'ouverture de 1 034,78 \$** (+ frais d'audition de 402,41 \$, si radiation disciplinaire);
(2^{ième}) **des cotisations (veuillez vous référer à l'annexe 1)** (+ frais de radiation de 402,41 \$, s'il y a lieu)

AU :

GREFFE DE RÉINSCRIPTION / BARREAU DU QUÉBEC
445 boul. Saint-Laurent
Montréal, QC H2Y 3T8

ET J'AI SIGNÉ,

Requérant

AFFIRMÉ SOLENNELLEMENT devant moi à

ce _____ jour

du mois de _____

deux mille _____ (20____).

Avocat ou personne habile à recevoir l'affirmation solennelle

COTISATIONS ANNUELLES 2018-2019 (pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019)

IMPORTANT

Le montant des cotisations annuelles, qui inclut la prime d'assurance responsabilité professionnelle, est établi selon :

- la date de votre première année d'inscription au Tableau de l'Ordre
- et de votre section de réinscription.

(veuillez vous référer à la question 13.6 (page 11) du formulaire pour le choix de la section)

EXEMPLE :

Si 1^{re} année d'inscription = 2 février 2018 + section de réinscription = Montréal → Cotisations 2018-2019 = 2 228,88 \$

COTISATIONS ANNUELLES 2018-2019

SECTION DE RÉINSCRIPTION	TARIFS DES COTISATIONS DÉTERMINÉS PAR LA DATE DE VOTRE PREMIÈRE ANNÉE D'INSCRIPTION AU BARREAU			
	Première année d'inscription au Barreau APRÈS le 1 ^{er} avril 2018	entre le 1 ^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018	entre le 1 ^{er} avril 2016 et le 31 mars 2017	Première année d'inscription au Barreau AVANT le 1 ^{er} avril 2016
Abitibi-Témiscamingue	1 822,06 \$	2 369,74 \$	2 609,63 \$	2 862,80 \$
Arthabaska	1 809,71 \$	2 357,39 \$	2 597,28 \$	2 850,45 \$
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 723,48 \$	2 271,16 \$	2 511,05 \$	2 764,22 \$
Bedford	1 780,96 \$	2 328,64 \$	2 568,53 \$	2 821,70 \$
Côte-Nord	1 849,95 \$	2 397,63 \$	2 637,52 \$	2 890,69 \$
Laurentides-Lanaudière	1 763,72 \$	2 311,40 \$	2 551,29 \$	2 804,46 \$
Laval	1 717,73 \$	2 265,41 \$	2 562,78 \$	2 815,95 \$
Longueuil	1 631,50 \$	2 190,67 \$	2 453,56 \$	2 764,22 \$
Mauricie	1 685,53 \$	2 299,90 \$	2 539,79 \$	2 792,96 \$
Montréal	1 663,95 \$	2 228,88 \$	2 480,27 \$	2 790,92 \$
Outaouais	1 635,21 \$	2 240,38 \$	2 480,27 \$	2 733,44 \$
Québec	1 680,33 \$	2 258,18 \$	2 498,07 \$	2 799,53 \$
Richelieu	1 758,23 \$	2 305,91 \$	2 545,80 \$	2 798,97 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 757,97 \$	2 305,65 \$	2 545,54 \$	2 798,71 \$
Saint-François	1 734,97 \$	2 282,65 \$	2 522,54 \$	2 775,71 \$

Pour tous renseignements **concernant les cotisations**,
veuillez communiquer avec le Service des finances
Téléphone : 514 954-3411 ou 1 844 954-3411, poste 55134
Courriel : cotisations@barreau.qc.ca

DEMANDE D'EXEMPTION

NOTE ADMINISTRATIVE

En regard des cotisations annuelles, le montant inclus automatiquement la souscription obligatoire à l'assurance responsabilité professionnelle. Toutefois, si vous prévoyez être dans l'une des situations réglementaires permettant de demander l'exemption de souscrire à l'assurance, il est de votre responsabilité de nous transmettre, au dépôt de votre requête ou avant votre réinscription, la demande d'exemption (ci-dessous) dûment remplie avec votre paiement complet. Lors du dépôt de votre requête en réinscription, le montant total des cotisations, y compris la portion de la prime d'assurance, est exigé et encaissé. Cette portion de vos cotisations sera remboursée lors de votre réinscription au Tableau advenant que cette dernière soit assortie d'une exemption de souscrire à l'assurance responsabilité ou en l'absence de réinscription.

Je demande d'être exempté de souscrire au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec parce que :

- 2.1 Je serai au service exclusif du Gouvernement du Québec et nommé ou rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (RLRQ, c. F-3.1.1);
- 2.2 Je serai au service exclusif d'un organisme dont le Gouvernement du Québec ou l'un de ses ministres nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé ou rémunéré suivant la Loi sur la Fonction publique ou dont le fonds social fait partie du domaine public, ou d'un organisme mandataire du gouvernement et désigné comme tel dans la loi;
- 2.3 Je serai au service exclusif de l'Assemblée nationale du Québec, d'un organisme dont celle-ci nomme les membres ou d'une personne qu'elle désigne pour exercer une fonction qui en relève ou suis moi-même une telle personne;
- 2.4 Je serai au service exclusif du cabinet du lieutenant-gouverneur visé à l'article 2.1 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, c. E-18), d'un cabinet de ministre visé à l'article 11.5 de cette même loi ou d'un cabinet d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, c. A-23.1);
- 2.5 Je serai au service exclusif de la Commission des services juridiques ou d'une corporation d'aide juridique instituée en vertu de la Loi sur l'aide juridique (RLRQ, c. A-14);
- 2.6 Je serai au service exclusif du Parlement fédéral, de la «Fonction publique» suivant l'article 2 de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique du Canada (L.R.C., 1985, c. P-35), des « Forces canadiennes » au sens de l'article 14 de la Loi sur la défense nationale (L.R.C., 1985, c. N-5) ou d'une « Société d'État » au sens de l'article 83 de la Loi sur la gestion des finances publiques (L.R.C., 1985, c. F-11) et mentionnée dans les annexes de cette loi;
- 2.7 Je serai au service exclusif d'une corporation municipale, d'un organisme de transport en commun au sens de l'article 3 du Règlement sur le transport par autobus édicté par le décret 1991-86 du 19 décembre 1986, d'une municipalité régionale de comté, de la Communauté urbaine de Québec, de la Communauté urbaine de Montréal, de la Communauté urbaine de l'Outaouais, des Administrations régionales Kativik ou Crie, d'une commission scolaire, du Conseil scolaire de l'Île de Montréal ou d'au moins un des établissements concernés par l'article 125 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, c. S-4.2), ou d'un centre de services sociaux au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris et inuit (RLRQ, c. S-5);

2.8 Je ne poserai en aucune circonstance l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la Loi sur le Barreau (RLRQ, c. B-1);

2.9 J'exercerai ma profession exclusivement à l'extérieur du Québec;

2.10 J'exercerai ma profession principalement à l'extérieur du Québec mais je poserai occasionnellement au Québec l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la Loi sur le Barreau, et je serai couvert par un contrat d'assurance de la responsabilité professionnelle établissant une garantie, au moins équivalente à celle que procure le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec, contre la responsabilité que je peux encourir en raison de fautes ou négligences commises dans l'exercice de ma profession au Québec.

Je m'engage à avertir immédiatement par écrit le directeur général de tout changement modifiant de quelque façon la cause de mon exemption de souscrire au Fonds d'assurance.

Signature du requérant

Nom en caractère d'imprimerie

Assermenté ou déclaré solennellement devant moi à _____,

ce _____ jour de _____ 20_____.

Commissaire à l'assermentation

ANNEXE 2 ■ RÉOLUTION DE L'EMPLOYEUR

(à remplir seulement si les motifs 2.5 ou 2.7 ont été cochés ci-dessus)

Considérant que (nom de l'organisme) _____ a à son service exclusif un (des) avocat(s), il a été proposé par _____, appuyé par _____ et résolu (résolution n° _____) lors de la séance tenue le _____ 20_____, de déclarer aux fins du Règlement sur la souscription obligatoire au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Québec : «QUE (nom de l'organisme) _____ se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement des conséquences de toute erreur ou omission de cet (ces) avocat(s) dans l'exercice de ses (leurs) fonctions.»

Et j'ai signé, ce _____ jour de _____ 20_____.

Copie conforme

personne autorisée, titre